

# LA TRIBUNE LIBRE



#57

>>  
Édito

## Sortir des ornières mentales

Par Jacques CROCHET

**L'année dernière, à la même époque nous affichions dans l'édito de décembre, notre volonté de nous inscrire dans une démarche d'optimisme et de confiance. Ce fil rouge a inspiré tous nos travaux de l'année 2014.**

Il nous a fallu, comme à nos compatriotes, un positivisme à toute épreuve pour ne pas être pollués par une morosité ambiante, des indicateurs économiques au rouge, et une succession d'événements socio-politiques propres à entamer la confiance de tout citoyen lucide et éclairé.

Notre Institut, creuset de la société civile, où se rencontrent des membres très différents de par leur sensibilité, âge, fonction ou domaine d'activité professionnelle, m'a paru relativement préservé de cet environnement anxigène. La pratique du débat, l'écoute, la confrontation des idées dans nos ateliers, ce besoin de découvrir et de nous enrichir mutuellement ont créé une bulle nous mettant à l'abri des influences pessimistes et résignées.

Comment donc lutter contre ce french bashing permanent, ce fatalisme et cette inertie qui frappent notre pays ? Comment cesser de transformer les mots en maux ? Comment passer du rôle de spectateur désabusé à celui d'acteur de notre vie ?

Le rapport sur la France dans 10 ans de France Stratégie nous rappelle que notre pays a beaucoup d'atouts à valoriser. Même si les Français en doutent, ils rejettent le dénigrement systématique qui inspire les commentaires des médias.

Des initiatives actuelles ont pour ambition de réconcilier les Français avec leur économie. Elles veulent renouer avec l'optimisme en mettant en évidence les forces d'innovation, de création et d'audace qui construisent l'avenir

et les emplois de notre pays (Forum *Osons la France* du 4 au 7 décembre 2014 à Paris).

Des citoyens, des entrepreneurs, des responsables d'association n'attendent plus tout de l'Etat. Ils souhaitent prendre leur juste place dans les débats sur l'énergie, l'agriculture, l'industrie, la santé, l'alimentation, la ville, la gouvernance... Ils veulent être entendus. C'est une nouvelle révolution citoyenne de la pensée. Elle utilise Internet, les réseaux sociaux, les plateformes collaboratives, les nouveaux lieux d'innovation (fablabs...). Elle est aussi inspirée par le souci de recréer du lien, de la solidarité, de partager les mêmes espoirs dans l'avenir.

Se dessine progressivement dans un environnement difficile, une nouvelle éthique citoyenne basée sur l'engagement (individuel et collectif), la prise de responsabilités et le partage de valeurs communes.

L'Institut Kervégan s'inscrit dans cette démarche, et souhaite contribuer à faire sortir les esprits des ornières mentales qui enferment et font confondre la réalité avec l'image que l'on s'en fait. La curiosité, l'envie de découvrir et de partager des idées dans une totale liberté de pensée, des débats animés mais empreints d'une forte relation de confiance inspirent toujours notre démarche. Le choix ouvert de nos thèmes de réflexion et de nos intervenants, le refus du conformisme, le souci de la diffusion transparente de nos travaux, restent des valeurs fortes pour notre Institut.

Notre cerveau ignore la négation, nous nous engageons donc à rester positifs en 2015.

Je vous souhaite par avance d'excellentes fêtes de fin d'année. ■



Jacques CROCHET,  
Président  
de l'Institut Kervégan



## Du côté des ateliers...

Texte de lancement de l'opus 2 de l'atelier « Numérique »

### L'open-data : une illusion démocratique, une réalité territoriale.



Par Gwenaël Boidin

**P**erçu comme un outil de la démocratie numérique et de la transparence des collectivités territoriales et de nos administrations, l'Open data est au cœur des réflexions de l'Institut Kervegan. Retour sur quelques idées reçues sur l'Open data.

#### Vers une plus grande transparence des politiques publiques ?

L'ouverture des données publiques est souvent présentée par les élus et les administrations comme un vecteur d'une plus grande transparence de leurs actions et de leurs décisions. Cela pourrait constituer une réalité si l'ensemble des données produites par les collectivités et les administrations étaient mises à la disposition des citoyens.

L'ouverture des données publiques et la création de plateforme d'Open data résultent nécessairement d'une décision politique. La nature des données mises à la disposition des citoyens, tout comme la qualité des données partagées ne sont ainsi pas des choix anodins pour les collectivités territoriales et les territoires.

Un rapide regard porté sur les jeux de données ouverts sur la plateforme d'Open data permet par exemple de constater que l'essentiel d'entre eux sont d'ordre statistique ou géographique. Il est ainsi relativement rare d'y retrouver des rapports d'étude ou des données sensibles sur nos territoires. L'exercice de démocratie numérique offerte par l'Open data s'avère par conséquent relativement limité.

#### Des données accessibles aux citoyens ?

Au-delà des questions inhérentes à la nature et à la qualité des données ouvertes au grand public, nous pouvons également nous interroger sur la capacité dont dispose les citoyens pour exploiter les données à des fins démocratiques ou citoyennes. En effet, qui est capable actuellement de comprendre un fichier Excel comportant plusieurs milliers de lignes, par exemple ? Qui est en mesure de porter un regard sur les données disponibles ?

L'utilisation de l'open-data à des fins citoyennes nécessite de former les habitants au traitement des données brutes, à l'analyse des données. A défaut, les collectivités pourraient organiser des ateliers open data au cours desquels les habitants pourraient analyser de manière collective des données publiques.

Seul ces étapes permettront à la population de se saisir de l'open data et de faire une utilisation citoyenne des données. Mais à l'image des démarches de démocratie participative, nos collectivités ont-elles réellement l'envie de doter les citoyens des outils nécessaires à l'exploitation des données publiques ? Les élus ont-ils peur d'une évaluation citoyenne des politiques publiques ?



### L'Open data, une attente forte des citoyens ?

L'évaluation menée en 2014 sur la dynamique de l'Open data en Loire-Atlantique a confirmé l'éloignement des citoyens des projets liés à l'ouverture des données publiques. En effet, combien d'entre nous ont déjà utilisé l'un des jeux de données disponibles sur les plateformes de la Ville de Nantes, du Département, du Conseil Régional ou d'Etalab ? Combien d'entre nous connaissons même l'existence de ces plateformes ? Une poignée d'entre nous vraisemblablement.

Plusieurs éléments peuvent expliquer ce manque d'appropriation de l'open data par les citoyens. Parmi eux :

- La nature des données ouvertes au grand public : données statistiques ou géographiques,
- La complexité de l'utilisation des données ouvertes : traitement statistique nécessaire,
- La qualité des données relativement variables : des données inutilisables.

### L'Open data, un outil au service des villes intelligentes

En dehors des aspects de démocratie numérique, l'Open data a néanmoins permis de faciliter la vie des citoyens et de rendre nos villes plus intelligentes. En effet grâce aux données ouvertes, des entreprises ou des citoyens ont pu développer des outils qui facilitent notre vie au quotidien. Nous avons ainsi pu voir émerger les applications suivantes :

- **Vite un bicloo**, application qui permet de connaître en temps réel le nombre de bicloo et de places disponibles dans les stations de la ville de Nantes,
- **Rengo**, application permettant de connaître les horaires des transports en communs et l'état du trafic à tout moment sur l'agglomération Nantaise,

- **Parking** qui indique les différentes places disponibles dans les parkings payant de la ville de Nantes...

- **Bordeaux, ma ville accessible** qui à partir des données d'urbanisme détermine des itinéraires accessibles aux personnes en situation d'handicap.

Loin d'être exhaustif cette liste d'application illustre à mon sens l'intérêt que représente l'Open data pour nos territoires.

### Des perspectives pour demain

L'ouverture des données a ainsi libéré la créativité des entreprises et des entrepreneurs. Reste aujourd'hui à donner les clés de l'open data au citoyen ou au citoyen de se saisir de l'Open Data à des fins de démocratie participative.

**Et si l'Institut Kervégan se saisissait du sujet et organisait le premier « Territoire Camp » de Nantes ? ■**

### Pour aller plus loin...

- > Portail de l'open data à Nantes - <http://data.nantes.fr>
- > Retour sur l'opus 1 de l'atelier « Numérique » : *Le web un défi pour la démocratie* - [www.institut-kervegan.com](http://www.institut-kervegan.com) (rubrique Action > Ateliers de réflexion)



## Dossier : SF et prospective

C'est lors d'un rendez-vous mensuel des adhérents, au cours d'une de ces discussions générées par l'ambiance du Bistrot l'Alchimiste, que Martin Holstein lançait cette idée : réfléchir à plusieurs sur les liens entre la science-fiction et la prospective territoriale. Pourquoi pas ? Le débat était lancé, puisant ses références dans la littérature ou le cinéma pour déboucher sur l'envie d'écrire à plusieurs mains sur ce sujet. Avec une remarque en toile de fond: les imaginaires qui s'expriment en dessinant les contours d'un futur possible sont révélateurs d'un état de la société à un moment donné. Et un projet collectif impliquant les citoyens du territoire : le lancement d'un concours de nouvelles de « socio-fiction » avec d'autres partenaires. Le texte ci-dessous présente les enjeux de ce rapprochement entre fiction et prospective et lance la démarche...

### L'étrange voyage de Danyel K. Vegan

(Danyel K. Vegan Across Time and Other Dimensions)



Par Martin Holstein

**D***anyel K. Vegan déboucha dans un long couloir aux parois métalliques, au bout duquel se trouvait une porte. Il eut le sentiment de toucher au but. Il fit un pas, guettant le moindre bruit, la main sur son blaster. Le rat mutant du niveau du dessous avait bien failli l'avoir. Mais tout resta silencieux. Il commença à marcher, tous les sens aux aguets. Quand il arriva devant la porte, il s'arrêta. La sonde rétinienne s'activa. Le faisceau balaya rapidement son visage puis se fixa sur son œil droit. Danyel pria pour que la greffe ait bien pris. Un voyant s'alluma. La porte s'ouvrit dans un sifflement pneumatique.*

*Il entra dans la salle des commandes. Sans hésiter, il s'installa dans le fauteuil derrière le grand pupitre, coiffa le casque à ondes cérébrales et apostropha mentalement l'ordinateur central.*

C'est ainsi que l'Institut Kervégan se lance dans la science-fiction. Plus exactement, faute de s'embarquer pour l'espace, il se propose d'examiner ce que la science-fiction peut apporter à la réflexion sur la société et le monde, aujourd'hui et demain.

Tout d'abord, dès les premiers clics sur Internet, on constate que la science-fiction n'est plus vue seulement comme un (sous-)genre littéraire ou cinématographique. Au contraire, des institutions respectables, des universités, des laboratoires d'idées et même le Centre d'analyse stratégique se penchent désormais sur cette approche.

Sans prétendre à une bibliographie approfondie, on peut relever deux documents qui expriment très clairement des aspects essentiels du sujet.

#### La science-fiction, miroir des sociétés

La note 311 du Centre d'analyse stratégique<sup>1</sup> balaye un siècle et demi d'histoire de la science-fiction, depuis sa naissance avec la révolution industrielle jusqu'à nos jours. La note passe en revue les thèmes successifs qui occupent les auteurs de chaque période, comme les merveilles du progrès (*Vingt mille lieues sous les mers*) à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'homme aliéné par la machine dans l'entre-deux-guerres (*Metropolis*) ou l'intelligence artificielle et les réseaux à une époque plus récente (*Matrix*).

1. La science-fiction, du miroir de nos sociétés à la réflexion prospective », note d'analyse n° 311, Centre d'analyse stratégique, décembre 2012. <http://archives.strategie.gouv.fr/content/science-fiction-na-311>.



L'œuvre de science-fiction est donc un reflet de la société dans laquelle elle apparaît. Elle met en lumière le rapport de cette société avec la technique mais aussi avec l'autre, souvent représenté en extraterrestre.

### La science-fiction, catalyseur de réflexion

L'autre aspect essentiel souligné par le Centre d'analyse stratégique est le rôle de catalyseur de réflexion que peut jouer la science-fiction : partant des progrès scientifiques et techniques de son temps, elle en tire les conséquences, parfois à très long terme (cf. *Le cycle des robots* d'Isaac Asimov, commencé dans les années 50). Ce faisant, elle permet d'enrichir la réflexion prospective.

Cet aspect particulier est plus amplement développé dans un article de Yannick Rumpala, chercheur à l'Université de Nice, intitulé *Ce que la science-fiction pourrait apporter à la pensée politique*<sup>2</sup>. Ce texte insiste sur le potentiel heuristique de la science-fiction, qui permet de poser des hypothèses audacieuses. L'auteur considère ainsi que la science-fiction permet de construire de vastes champs d'expérience de pensée.

Ce faisant, des futurs fictifs en grand nombre « s'incarnent » en objets mentaux manipulables et analysables. Cela éclaire d'un jour nouveau certains sujets complexes, comme la relation entre l'homme et la machine.

L'article conclut en considérant que la science-fiction est une forme d'interrogation sur le changement social, y compris la maîtrise des fonctionnements sociaux et le pouvoir.

### Et la science-fiction sans la science ?

Ces deux textes laissent penser que l'approche de la science-fiction est de nature à rendre la réflexion plus féconde.

En vue d'élargir encore le spectre, on peut

envisager d'aller au-delà de l'aspect purement scientifique et technique, historiquement central dans la science-fiction. Certaines œuvres ont d'ailleurs déjà pris ce chemin. Ainsi, l'aspect technologique est relativement mineur dans *1984* par rapport au système social écrasant mis en place par «Big Brother». De même, dans *Le maître du haut château*, Philip K. Dick insiste avant tout sur la situation politique, alors que la deuxième guerre mondiale n'a pas eu l'issue que nous connaissons. Plus près de nous, *The city and the city* de China Miéville raconte une enquête policière dans une sorte de Berlin de guerre froide, où chacun est politiquement et socialement tenu d'ignorer ce qu'il a sous les yeux.

On constate donc qu'il peut exister une science-fiction sans science. On pourrait par exemple formaliser la notion de socio-fiction, où un univers se construirait autour d'un changement social profond, comme la parité absolue entre les sexes ou la disparition des liens familiaux (déjà abordée dans *Le meilleur des mondes*). Les réflexions tirées de la socio-fiction pourraient probablement être utilement conjuguées à celles de l'histoire pour tenter de cerner les évolutions à venir de nos sociétés.

D'autres domaines pourraient sans doute être construits ainsi. Et si on regardait la science-fiction comme une démarche créative visant à tirer des conséquences à long terme d'un changement majeur dans nos sociétés et leur environnement ?

***Danyel K. Vegan s'écroula sans connaissance : ayant détecté la présence d'un élément étranger, l'ordinateur central avait défendu le système en transmettant en masse des informations floues. Cette approche avait été très efficace. Danyel devrait se refaire le cortex à l'astroport le plus proche. ■***

2. Rumpala Yannick, « Ce que la science-fiction pourrait apporter à la pensée politique », *Raisons politiques* 4/ 2010 (n° 40), p. 97-113. URL : [www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2010-4-page-97.htm](http://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2010-4-page-97.htm). DOI : 10.3917/rai.040.0097



# Lecture

## Le travail invisible, enquête sur une disparition.

Un ouvrage de Pierre-Yves GOMEZ paru aux éditions François Bourin



Par  
Jacques CROCHET

**D**ans cet ouvrage, Pierre-Yves GOMEZ analyse la financiarisation de l'économie à travers le travail. Il explique que la crise n'est pas le résultat des excès de la finance ou de la dette, mais que le travail, l'économie réelle, ont été escamotés par l'économie financiarisée.

Il décrit la naissance et l'évolution d'une société de « *rente généralisée* », dont les membres n'ont qu'un idéal : vivre dans une société sans travail, basée uniquement sur les loisirs.

Pour lui nous avons depuis trente ans au moins, partagé une grande espérance : l'enrichissement facile, une nouvelle économie permettant de distribuer des revenus sans travailler au plus grand nombre possible, sous forme de retraites, placements, profits ou loyers. Nous avons été tous complices de l'abstraction financière, parce que nombreux étaient ceux qui voulaient vivre de leurs rentes.

Il oppose « *l'esprit de rente* » à « *l'esprit de travail* », qui inspire notre implication dans l'activité

de production, nos revenus dépendant de nos efforts. Il l'oppose également à « *l'esprit d'entreprise* », qui nous pousse à lancer des projets et à risquer nos revenus dans une aventure économique.

« *L'esprit de rente* » nous incite à dissocier nos revenus des efforts engagés pour les créer. Il s'enracine dans un profond besoin de sécurité, mais aussi d'un fort désir de liberté (ne travailler que quand on le veut !).

Cela traduit une manière de considérer le travail comme un fardeau, la vie collective comme une contrainte, et l'autonomie comme le seul état désirable.

Il observe que le temps de travail a diminué fortement dans les trente dernières années, alors que la productivité par emploi et heure de travail a crû de telle manière que nous produisons trois fois plus en travaillant deux fois moins. La différence permet de généraliser le versement de revenus de plus en plus déconnectés du travail. La rente s'est démocratisée : assurance sociale, généralisation des systèmes de retraite...

Les revenus du capital sont devenus des revenus de rente. Posséder du capital, c'est souscrire à une rente perpétuelle, si l'entreprise est solide. C'est le cas de la majorité des actionnaires qui n'ont aucune responsabilité dans la gestion de l'entreprise.

La création des fonds de pension, pour gérer le financement des retraites des salariés aux États-Unis et la libéralisation des marchés boursiers,



ont réorienté massivement l'épargne des ménages vers les portefeuilles d'actions d'entreprises cotées. Par cette mutualisation du risque, on a déconnecté la rente pour la retraite et le travail.

Le développement de ces véhicules financiers (SICAV, FCP...) a contribué à créer une économie de la rente de masse. Pour servir des rendements suffisants aux actionnaires, les entreprises cotées se sont lancées dans une course aux ressources. Les gestionnaires de l'épargne l'ont orienté vers les entreprises les plus audacieuses, faisant pression sur les dirigeants, et enclenchant une compétition spéculative pour capter les capitaux.

Cette financiarisation de l'économie réelle est la conséquence directe du développement d'une économie de rente de masse. Il affirme que la finance ne s'oppose pas à l'économie réelle, mais qu'elle la dirige. Les fonds de pension ont pris le pouvoir, la valeur ajoutée des entreprises s'étant progressivement orientée vers la rémunération des actionnaires.

L'économie de rente a rendu le travail invisible. Le sens du travail et la place du travailleur ont été complètement occultées.

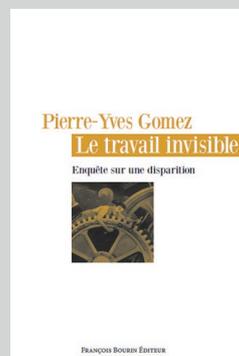
La notion de valeur économique créée par le travail n'apparaît plus. Les indicateurs mesurant l'activité réelle sont réduits à des normes financières destinées à assurer le niveau de profit demandé. La culture financière a colonisé le monde du travail réel. Les managers sont devenus des spécialistes de l'organisation et de la gestion de flux d'informations destinés à transformer le travail réel en ratios et en normes.

Cette valorisation de plus en plus faible du travail a produit un déclin tendanciel de la création de valeur économique, et finalement une incapacité à soutenir une croissance durable.

L'auteur, spécialiste du lien entre l'entreprise et la société, veut lutter contre cette évolution, et plaide pour une économie du travail vivant. Il souhaite « définanciariser » l'économie, et recentrer l'entreprise sur le travail réel, cœur de la création de la valeur économique.

Il veut sortir le travailleur de l'ombre d'une économie dominée par le profit et la rente, et le remettre au centre de la société, en reconnaissant le sens du travail, sa fonction sociale et économique.

Le rôle du politique sera de préparer l'opinion publique à entendre que la promesse de rente de masse a été surestimée, de la sortir de « cet esprit de rente », et de restaurer la culture du travail comme source de la valeur effective, et élément essentiel des organisations et des solidarités dans notre société. ■



*Le travail invisible*  
*Enquête sur une disparition*

de **Pierre-Yves GOMEZ**  
Éditions François Bourin



## Revue de presse

Tour d'horizon d'articles écrits par nos adhérents et paru dans la presse et l'Internet. Ici un texte de Bertrand Venard, professeur à Audencia Nantes paru le 2 décembre 2014 dans les Échos.

### Inde : Bhopal sous fond de corruption



Par Bertrand Venard

**P** Trente ans après la catastrophe de Bhopal, des centaines de tonnes de déchets toxiques polluent encore le site. Considéré comme l'un des pires accidents industriels de l'Histoire, c'est aussi le stéréotype d'une affaire de corruption.

Rappelons les faits. Dans la nuit du 2 au 3 décembre 1984, 40 tonnes d'un gaz extrêmement toxique, l'isocyanate de méthane s'évaporent d'une usine de pesticides d'Union Carbide. Cette tragédie survient à Bhopal, province de Madyat Pradesh, à 600 km au sud de New Delhi. 3500 personnes meurent la première nuit et entre 8000 à 25 000 par la suite. Des centaines de milliers de personnes de la ville tomberont malade.

#### Une affaire de corruption

Pourquoi parler de corruption pour ce qui peut sembler finalement qu'un problème industriel et environnemental ? Selon Transparency International, la corruption consiste en l'abus d'un pouvoir à des fins privées. En ce sens, les dirigeants

d'Union Carbide ont utilisé leur pouvoir économique contre l'intérêt public des indiens. Que l'intérêt de la population indienne soit concerné, ne fait aucun doute.

Hormis les morts par asphyxie, des milliers d'inconscients vivent toujours faute de mieux autour du site toujours contaminé et continuent de payer la note toxique de leurs aînés. 30 ans après les faits, on ne compte plus les malformations, les décès prématurés, et les handicaps en tout genre qui font ressembler les bidons villes de Bhopal à une cour de miracles d'autant plus sordide qu'elle mêle apathie, pauvreté et oubli.

#### La rentabilité au détriment de la sécurité

de l'histoire d'Union Carbide en Inde est celle d'une entreprise qui n'hésite pas à abandonner la sécurité des plus démunis pour de futilles raisons mercantiles. Ainsi, l'usine de Bhopal fut construite à la fin des années 70 pour accompagner la révolution verte qui devait permettre à l'état indien de faire face aux besoins alimentaires croissants de sa population. Rien n'était alors trop beau pour attirer une multinationale américaine qui promettait investissements, emplois et pesticides. Mais très vite, cette promesse de carton pâte s'effondra devant les problèmes de rentabilité du site.

Les dirigeants de l'époque décidèrent alors de réduire les coûts et même de fermer l'usine. Réduire les frais passa alors par une baisse des investissements, notamment au détriment des règles de sécurité. Les incidents se multiplièrent. Un grand incendie aurait dû déjà alerté les autorités. L'apothéose de l'incompétence et de la



malhonnêteté fut atteinte quand un audit montra en 1982, 2 ans avant la catastrophe, des déficiences sérieuses.

Comme l'argent était en jeu, certains oublièrent les règles minimales d'éthique. On organisait de grandes fêtes avec des officiels indiens, on embaucha le fils ou le cousin de telle ou telle personne influente. On recruta même l'ancien chef de la police comme responsable de la sécurité de l'usine de Bhopal. Pour couronner ce portrait apocalyptique, personne ne songea à mettre en place un plan d'urbanisation et un plan de prévention des risques alors que l'usine se trouvait à 1 km de la gare et à 3 km du centre ville.

### Des peines insignifiantes

Alors, quand une négligence humaine mit le feu à la poudrière, l'Inde se réveilla le 3 décembre 1984 avec la nausée d'un pays pauvre abusé par les intérêts privés. Un officiel abruti déclara le même jour: « il n'est pas certain qu'il faille évacuer Bhopal ». Bien sûr les dirigeants américains à commencer par le PDG d'Union Carbide, Warren Anderson se lamentèrent avec contrition. Mais très vite, une bataille s'engagea pour limiter les dégâts financiers pour la multinationale. La justice américaine refusa de considérer l'affaire. Un jugement sur le sol américain aurait évidemment abouti à des peines financières abyssales.

En 1989, un accord fut trouvé entre Union Carbide et l'Etat indien qui accepta l'abandon des poursuites pénales contre un chèque de 470 millions de dollars, 30 fois moins que la demande initiale de 15 milliards de dollars. Un maigre dédommagement pour les plus de 500 000 personnes touchées par la catastrophe qui reçurent en moyenne 550 dollars. Une somme insignifiante en regard du préjudice. Dans la tourmente médiatique de cette affaire et du fait

de l'incompétence chronique de ses dirigeants, Union Carbide fut rachetée par Dow Chemical en 2001 qui se garda bien d'incorporer Bhopal dans le périmètre de son achat. Depuis lors le groupe chimique refuse toute responsabilité et le moindre dédommagement.

Le cynisme fut à son comble quand 8 anciens dirigeants furent condamnés pour mort par négligence le 7 juin 2010, 25 ans après les faits, à 2 ans de prison et 100 000 roupies d'amende (moins de 2000 euros). Quand à Warren Anderson, l'ancien dirigeant américain, il s'est éteint tranquillement dans une maison de retraite en Floride le 29 septembre 2014.

Mais l'histoire ne s'arrête pourtant pas là car cette affaire continue d'affecter la vie de milliers d'indiens. L'ancienne usine de 5 hectares est maintenant un site à l'abandon, espèce de bombe à retardement écologique. Des centaines de tonnes de déchets toxiques ont été enfouies à la va vite. Résultat : la nappe phréatique est polluée depuis des décennies, les taux de pesticides, de plomb, de cuivre, de nickel dans le sol et dans les eaux sont très supérieurs aux normes autorisées, sans que les populations furent informées pendant longtemps des risques encourus.

Les coupables n'ont pas été punis, les victimes décédées sont depuis longtemps muettes mais les déchets comme des fantômes apeurés continueront de tourmenter les oubliés de Bhopal. ■



# Feed back : conférence

Un article de  
**Thibault DUMAS,**  
journaliste

## « Quelle France dans dix ans ? », une équation à multiple inconnues



Pur produit de la haute fonction publique française, Selma Mahfouz a coordonné le rapport de 232 pages « Quelle France dans dix ans ? » remis au Président de la République François Hollande en juin dernier. A l'invitation de l'Institut Kervégan, la commissaire générale adjointe de France Stratégie (longtemps appelé Commissariat au plan) s'est rendue à l'École de commerce Audencia de Nantes le 27 novembre dernier, pour en tracer les grandes lignes et... répondre aux critiques.

Selon des données rendues publiques fin novembre par l'OCDE, les dépenses sociales représenteraient 32,4% du PIB de la France en 2014. Un pourcentage record à l'échelle européenne, mais comparable à ceux de la Belgique, du Danemark ou de la Finlande. « Comment réduire la dépense publique sans casser le modèle social français ? », voilà précisément l'équation à résoudre selon Selma Mahfouz, commissaire générale adjointe de France Stratégie. Avec une première inconnue, le degré d'appropriation ou de rejet par les citoyens des réformes envisagées sur une décennie.

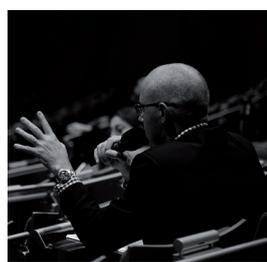
Madame Mahfouz plaide par exemple pour une « économie de mouvement, plus ouverte sur la mondialisation », mais s'appuyant sur les 20 débats qui ont nourris le rapport, elle constate dans le même temps que « la croissance ne fait plus consensus, entre ceux qui pensent que : c'est une illusion du passé, qu'elle n'est pas souhaitable ou qu'elle ne reviendra pas pour eux ».

### « Robinet d'eau tiède »

La projection dans un avenir commun serait « entravée » par une société de plus en plus fragmentée. De ce point de vue, le rôle des collectivités locales est primordial selon le bras droit de l'économiste Jean Pisani-Ferry, « un des enjeux, est que la croissance des grandes métropoles régionales entraîne l'ensemble des territoires, notamment ruraux et périurbains ». À titre indicatif, sur la décennie 2000 - 2010, 14 métropoles françaises réalisent 51% du PIB hexagonal avec une croissance moyenne de 1,6% par an contre 1,1% pour l'ensemble du territoire.

Selma Mahfouz, élargit son analyse à la puissance publique dans son ensemble : « Il faut des institutions fortes qui créent de la cohésion et des services publics qui assurent l'égalité effective ». Faire mieux avec... moins de moyens en fait, « Il y a un seul domaine dans lequel nous préconisons une augmentation des dépenses publiques : la petite enfance » avance-t-elle. Contradictoire ? « Un robinet d'eau tiède » analyse un auditeur qui souhaite qu'on aille plus loin dans les réformes fortes.

« La société doit se réformer, l'État aussi » répond, impassible, la n°2 de France Stratégie qui appelle à « une démocratie de la responsabilité et une clarification des compétences à chaque échelon ». Dans la salle, une spectatrice attentive fait part de ses doutes : « si lors de consultations publiques [comme celles liées au rapport, ndr] ; vous venez nous voir pour entériner des décisions déjà arrêtées, ne venez pas nous voir ». La résolution de l'équation ne fait que débiter... ■



Pour aller plus loin... [www.institut-kervegan.com](http://www.institut-kervegan.com)

> Interview vidéo de Selma Mahfouz, commissaire adjointe à France Stratégie, réalisée par Thibault Dumas

> La vidéo de la conférence dans son intégralité + diaporama photos de la soirée

FEED BACK...